



## Les personnes physiques : le droit au respect du corps humain



La **dignité de la personne humaine** est consacrée à un niveau national et supranational, aussi bien par des sources écrites que jurisprudentielles.

- **Charte des Nations Unies**
- **Préambule de la DUDH**
- **Art. 1 du chapitre 1 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE**
- **Art. 16 C.civ**
- **CE "Commune Morsang-sur-Orge" du 27 octobre 1995**



## La protection de la personne humaine



**PRINCIPE** : Le corps humain est **inviolable** (**art. 16-1 C.civ**).

**EXCEPTIONS** : Il existe certaines limites. En effet, la **nécessité médicale pour la personne** justifie l'atteinte à l'intégrité (**art. 16-3 al1 C.civ**). Mais, la personne a le droit de prendre des décisions qui concernent son corps. Avant tout acte médical, son **consentement** doit donc être recueilli. Elle a le droit de **refuser un traitement** (**art. L1111-4 CSP**).

De plus, la **nécessité thérapeutique d'autrui** justifie également l'atteinte à l'intégrité, mais à titre exceptionnel (**art. 16-3 al1 C.civ**).

La protection de la personne humaine entraîne l'**impossible indemnisation du préjudice d'être né**. En effet, suite à l'**affaire Perruche**, le législateur par une **loi du 4 mars 2002 dite loi anti-Perruche** prévoit que "**nul ne peut se prévaloir d'un préjudice du seul fait de sa naissance**".

De même, la protection de la personne humaine se fait aussi **après la mort**.

L'**art. 16-1-1 C.civ**, créé par la **loi du 19 décembre 2008**, dispose "**le respect dû au corps humain ne cesse pas avec la mort. Les restes des personnes décédées, y compris les cendres (...) doivent être traités avec respect, dignité et décence**".

Le **principe de l'indisponibilité du corps humain** signifie que le corps se trouve hors du commerce. On ne peut pas passer de contrat sur le corps, sur ses éléments ou ses produits. Ce principe interdit par exemple la GPA. Ainsi, l'**art. 16-7 C.civ** frappe de nullité toute convention portant sur la procréation ou la gestation pour le compte d'autrui.

Il en découle alors le **principe de non-patrimonialité**, (**art. 16-1, 16-5 et 16-6 C.civ. et art. 21 Convention d'Oviedo**) ce qui signifie qu'on ne peut ni acheter ni vendre son corps ou les produits du corps humain.



### Affaire Perruche :

Ni le laboratoire, ni le médecin n'avaient causé le handicap de l'enfant.

Leur seule faute résidait dans le fait de ne **pas avoir détecté la maladie du fœtus** et de ne pas avoir permis à la mère d'exercer son choix d'interrompre sa grossesse.

Par conséquent, les médecins ont vu leur **responsabilité engagée au titre de la naissance de l'enfant**. La Cour de cassation avait retenu le **préjudice d'être né**.





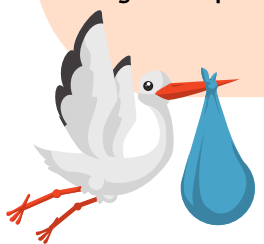
## gestation pour autrui (GPA)/ procréation médicalement assistée ( PMA).



**GPA** : l'action pour une femme de porter un enfant pour le compte d'un couple qui en a assuré le projet parental et la conception et à qui il sera remis après sa naissance. La convention de gestation pour autrui se caractérise par un accord entre la **gestatrice** (celle qui porte l'enfant) et le couple (**les parents d'intention**).

**PMA : Art. L.2141-1 et s. du CSP**, la PMA est une aide médicale pour procréer , elle est accessible aux couples d'hommes et de femmes, aux couples de femmes et aux femmes non mariées (seule), en âge de procréer, vivants.

**La transcription** : est une formalité (mesure de publicité) qui consiste à dupliquer un texte et d'en reporter les termes sur un autre support papier. Ainsi, pour la GPA il s'agit simplement d'une reproduction de l'acte de naissance étranger en droit français, pour notamment produire les effets de l'autorité parentale.



### GPA

**Cass. Ass. plén. 31 mai 1991** « la convention par laquelle une femme s'engage, fût-ce à titre gratuit, à concevoir et à porter un enfant pour l'abandonner ensuite à sa naissance contrevient tant au principe de l'indisponibilité du corps humain qu'à celui de l'indisponibilité de l'état des personnes ».

Dans les **lois de bioéthique du 29 juillet 1994**, le législateur crée l'**article 16-7 du Code civil** qui énonce que « toute convention portant sur la procréation ou la gestation pour le compte d'autrui est nulle ».

Pour contourner la loi française, certains couples partent à l'étranger où la GPA est autorisée, à leur retour ils demandent une transcription de l'acte de naissance étranger.

**Arrêt du 17 déc. 2008**, la Cour de cassation refuse l'établissement de la filiation des enfants à l'égard de la mère d'intention.

**3 arrêts du 6 avril 2011**, indique que « reconnaître des effets à ces conventions portant gestation pour autrui serait contraire à l'ordre public" et ainsi refuse la transcription du parent d'intention.

Dans 2 arrêts de la **CEDH Mennesson et Labassé c/ France 26 juin 2014**, condamne la France en raison du refus de transcrire la reconnaissance paternelle qui repose sur une réalité biologique.

Dans 2 **arrêts du 5 juill. 2017** autorise la transcription du père géniteur, et permet l'adoption pour le parent d'intention ( contrevient à l'arrêt de 1991).

**Le 10 avril 2019**, la CEDH rend un avis consultatif. Elle considère que le droit au respect de la vie privée de l'enfant impose une possibilité d'établir sa filiation à l'égard de sa mère d'intention soit offerte mais elle n'impose pas que la reconnaissance de la filiation prenne la forme d'une transcription (possible adoption).

**Le 4 octobre 2019**, fin de l'affaire Mennesson autorise la transcription du lien maternel (arrêt d'espèce).

**Les arrêts du 18 déc. 2019**, autorise pleinement la transcription des actes de naissance pour les 2 parents : intention et biologique.

La **CEDH 16 juill. 2020, D. c/ France**, rejette la demande de transcription du parent d'intention.

La **loi du 2 août 2021** modifie l'**art. 47 C. civ.** et indique que la transcription doit s'apprécier au regard de la loi Française donc refus de la transcription du parent d'intention.

### PMA

Les **lois bioéthique de 1994** régissent les règles de l'AMP sur le territoire français.

Des couples décident tout de même de partir à l'étranger ex: couple de femmes et à leur retour ces couples demandent la transcription de l'acte de naissance étranger.

**Cass, 22 sept. 2014** : 2 avis qui considèrent que le recours à l'AMP à l'étranger ne fait pas obstacle au prononcé de l'adoption, par l'épouse de la mère, dès lors que les conditions légales de l'adoption sont réunies et qu'elle est conforme à l'intérêt de l'enfant.

**Cass du 18 déc. 2019**, « En présence d'une action aux fins de transcription de l'acte de naissance étranger de l'enfant, qui n'est pas une action en reconnaissance ou en établissement de la filiation, ni la circonstance que l'enfant soit né à l'issue d'une convention de gestation pour autrui ni celle que cet acte désigne le père biologique de l'enfant et un deuxième homme comme père ne constituent des obstacles à la transcription de l'acte sur les registres de l'état civil, lorsque celui-ci est probant au sens de l'article **47 C.civil** »

L'arrêt **Cour de cassation, 18 mars 2020**, l'arrêt permet la transcription de l'état civil de l'enfant né de la pratique AMP au Royaume-Unis.

La **loi du 2 août 2021** autorise les couples de femmes et femmes non mariées l'accès à l'AMP en France et autorise une filiation d'origine pour ces couples : reconnaissance anticipée.

Pour les couples qui désirent encore partir à l'étranger, ex pour des raisons de délais moins longs, ils pourront obtenir une transcription sur le fondement de l'**art. 47 C.civ**, puisque la PMA est licite en France.

